

Commerce : feu vert du Parlement européen à l'accord controversé UE-Vietnam

Cet accord, qui doit supprimer « pratiquement tous les tarifs douaniers entre le Vietnam et l'UE d'ici dix ans », a été ratifié malgré des voix discordantes sur la situation des droits humains dans ce pays.

Le Monde avec AFP Publié 13-02-2020 à 01h15, mis à jour à 09h09

P Le Parlement européen a ratifié, mercredi 12 février, un accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Vietnam, malgré des voix discordantes sur la situation des droits humains dans ce pays et le coût écologique d'un tel accord.

P Par 401 voix pour (192 voix contre et 40 abstentions), les députés européens, réunis à Strasbourg, ont donné leur aval final pour cet accord qui doit supprimer « *pratiquement tous les tarifs douaniers entre le Vietnam et l'UE d'ici dix ans* ». Cet accord, signé fin juin 2019 à Hanoï et qui pourrait entrer en vigueur dès cet été, ouvre la voie à « *un futur accord commercial et d'investissement interrégional* », espère le Parlement européen. Lors d'un vote distinct, les eurodéputés ont également approuvé un accord protégeant les investissements, qui doit, lui, être ratifié par l'ensemble des Parlements nationaux de l'UE. Ces deux accords « *sont les plus ambitieux jamais conclus avec un pays en voie de développement* », a estimé, lors d'un débat mardi, Phil Hogan, commissaire européen au commerce.

La situation des droits humains controversée

D Presque 70 ONG avaient appelé lundi les eurodéputés à ne pas ratifier cet accord avec le Vietnam, car « *la situation des droits humains et du droit du travail continue d'être préoccupante* ».

M En 2020, avaient-elles interrogé, « *peut-on encore ratifier des accords de commerce avec des pays qui ne respectent pas les droits humains et sociaux et qui ne respectent pas les libertés fondamentales ? (...) Peut-on encore ratifier des accords de commerce qui concourent à approfondir la mondialisation des échanges et l'aggravation des émissions de gaz à effet de serre et la crise écologique ?* » « *Il y a quelque chose au-dessus du dieu Commerce : notre avenir et nos principes* », s'est insurgé l'eurodéputé français Raphaël Glucksmann (gauche), qui avait échoué lundi à obtenir un report du vote.

D L'accord inclut des règles sur les conditions de travail, le respect de l'environnement, de la propriété intellectuelle et des droits humains, dans ce pays d'Asie du Sud-Est en pleine croissance, qui sert d'atelier de production pour de nombreuses marques occidentales. Mais il n'y a « *aucun mécanisme contraignant concernant le chapitre développement durable* », a pointé M. Glucksmann.

« Améliorations concrètes »

A l'inverse, le social-démocrate allemand Bernd Lange, le président de la commission commerce du Parlement européen, a souligné que les négociations des dernières années pour l'accord avaient permis « *des améliorations concrètes pour des millions de travailleurs au Vietnam* », notamment la ratification de conventions de l'Organisation internationale du travail. « *Nous allons surveiller de près la situation sur le terrain et travailler à des changements positifs, à travers le dialogue, particulièrement en ce qui concerne les droits humains et la situation des prisonniers politiques* », a-t-il ajouté.

Avec 47,6 milliards d'euros d'échanges de marchandises, le Vietnam est le deuxième plus grand partenaire commercial de l'UE en Asie du Sud-Est, a rappelé le Parlement européen. L'UE importe du Vietnam principalement des équipements de télécommunication, du textile et des produits alimentaires, tandis que l'UE exporte vers ce pays plutôt des machines et du matériel de transport, des produits chimiques et agricoles, a poursuivi l'institution. Les accords adoptés « *consolident la présence de l'UE dans l'une des régions du monde à la plus forte croissance et placent les entreprises européennes sur un pied d'égalité avec leurs concurrentes* », s'est réjouie l'organisation patronale européenne, BusinessEurope.